

4. Accumulation par dépossession

Pour Rosa Luxemburg, l'accumulation du capital comporte deux aspects :

L'un concerne la production de la plus-value - à l'usine, dans la mine, dans l'exploitation agricole - et la circulation de marchandises sur le marché. Considérée de ce point de vue, l'accumulation est un processus purement économique dont la phase la plus importante est une transaction entre le capitaliste et le salarié (...) sous le signe de la paix, de la propriété privée et de l'égalité. Il a fallu toute la dialectique acérée d'une analyse scientifique pour découvrir comment, au cours de l'accumulation, le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe. L'autre aspect de l'accumulation capitaliste concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes, il a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement, sans masque, et il est difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques.¹

Elle soutient que ces deux aspects de l'accumulation du capital sont « un même phénomène organique » et que « la carrière historique du capitalisme ne peut être appréciée » qu'en les considérant conjointement.

¹ R. Luxemburg, *Œuvres IV. L'Accumulation du capital (2)*, Paris, Maspero, 1969, pp. 116-117.

Sous-consommation ou suraccumulation ?

Rosa Luxemburg fonde son analyse sur une appréhension spécifique des tendances du capitalisme à la crise. Elle soutient que le problème est la sous-consommation, la carence générale d'une demande effective suffisante pour absorber la croissance de la production générée par le capitalisme. Cette difficulté existe, parce que les travailleurs sont exploités et disposent, par définition, de beaucoup moins de valeur à dépenser que ce qu'ils produisent, et que les capitalistes sont au moins en partie obligés de réinvestir, plutôt que de consommer. Après un examen approprié des différentes modalités par lesquelles l'écart supposé entre l'offre et la demande effectives pourrait être comblé, elle en conclut que l'échange avec des formations sociales non capitalistes constitue la seule modalité systématique de stabilisation du système. Si ces formations sociales ou territoires sont réticents au commerce, alors ils doivent y être contraints par la force des armes (comme ce fut le cas avec les guerres de l'opium en Chine). Voilà selon elle le noyau de l'impérialisme. Un corollaire possible de cet argument (bien que Luxemburg ne l'avance pas directement), c'est que les territoires non capitalistes doivent être maintenus (par la contrainte, si nécessaire) dans un état non capitaliste pour que ce système puisse durer un tant soit peu. Cela pourrait expliquer les aspects extrêmement répressifs de nombreux régimes coloniaux mis en place durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Rares sont ceux qui accepteraient aujourd'hui la théorie de la sous-consommation de Rosa Luxemburg comme facteur explicatif des crises². À l'inverse, la théorie de la suraccumulation identifie le manque d'opportunités d'investissements rentables comme le problème fondamental. Occasionnellement, l'insuffisance d'une demande de consommation effective peut faire partie du problème – d'où la forte dépendance actuelle envers la « confiance des consommateurs » (envisagée aussi comme l'incapacité des acheteurs compulsifs à garder leurs cartes de crédit dans leur portefeuille), comme indicateur de vigueur et de stabilité économiques. La discrédance que Rosa Luxemburg croyait avoir décelé peut facilement être comblée par des réinvestissements qui génèrent leur propre demande de moyens de production et d'autres intrants. De plus, comme nous l'avons vu à propos des aménagements spatio-temporels (*spatio-temporal fixes*), l'expansion géographique du capitalisme, qui sous-tend une bonne partie de l'activité impérialiste, contribue beaucoup à la stabilisation du système, précisément parce qu'elle stimule une demande venue d'ailleurs, tant de biens d'investissement que de biens de consommation. Certes, des déséquilibres peuvent se développer entre secteurs et régions, si bien que des cycles économiques et des récessions locales peuvent en résulter. Mais il est aussi possible d'accumuler en dépit d'une demande effective

² Voir par ex. M. Bleany, *Underconsumption Theories*, Londres, Methuen, 1976 ; A. Brewer, *Marxist Theories of Imperialism*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1980.

stagnante, si les coûts des intrants (terre, matières premières, biens intermédiaires, force de travail) baissent de façon significative. L'accès à des intrants moins chers est par conséquent aussi important que l'accès à des marchés toujours plus étendus pour maintenir des opportunités d'investissement rentables. Cela signifie que les territoires non capitalistes doivent être ouverts par la force, non seulement aux activités commerciales (ce qui peut se révéler utile), mais aussi au capital, pour qu'il puisse s'investir dans des projets rentables, bénéficiant d'une main d'œuvre et de matières premières moins chères, de terres à bon marché, et de tout ce qui s'en suit. La tendance générale de toute logique capitaliste du pouvoir n'est pas de laisser des territoires à l'écart du développement capitaliste, mais de les ouvrir continuellement à celui-ci. De ce point de vue, des répressions coloniales du type de celles qui se sont indubitablement produites vers la fin du dix-neuvième siècle doivent être envisagées comme contre-productives, comme des cas où la logique territoriale entrave la logique capitaliste. Par peur de la concurrence, par exemple, la Grande-Bretagne, en empêchant l'Inde de développer une dynamique capitaliste vigoureuse, a fait échouer toute possibilité de développement d'aménagements spatio-temporels (*spatio-temporal fixes*) dans cette région. La dynamique extravertie de l'économie atlantique a profité beaucoup plus à la Grande-Bretagne que l'empire colonial écrasé de l'Inde, duquel elle a certainement réussi à extraire des surplus, mais qui n'a jamais constitué un champ

privilegié pour le déploiement du capital excédentaire britannique. Ainsi, de la même manière, c'est la dynamique ouverte du commerce atlantique qui a rendu possible l'accession des États-Unis au rang de puissance hégémonique mondiale au détriment de la Grande Bretagne. Si Arendt a raison et que l'accumulation sans fin nécessite une accumulation sans fin de pouvoir politique, alors des ruptures de cette sorte sont inévitables, et toute tentative de les prévenir ne pourra être que désastreuse. Après la Première guerre mondiale, la constitution d'empires fermés a très certainement joué un rôle dans l'incapacité de résoudre les problèmes de suraccumulation des années trente, jetant les bases économiques des conflits territoriaux de la Seconde guerre mondiale. La logique territoriale a pris le dessus et frustré la logique capitaliste, poussant ainsi cette dernière vers une crise presque finale au gré d'un conflit territorial.

La théorie de la suraccumulation est largement étayée par une somme d'observations historico-géographiques tirées de l'histoire du vingtième siècle. Cependant, il y a beaucoup de choses intéressantes dans la formulation de Rosa Luxemburg. Pour commencer, l'idée selon laquelle le capitalisme doit perpétuellement avoir quelque chose « en dehors de lui-même » afin de se stabiliser vaut la peine d'être examinée, en particulier dans la mesure où elle fait écho à la conception hégélienne évoquée au chapitre 3, selon laquelle une dialectique interne au capitalisme l'oblige à chercher des solutions à l'extérieur de lui-même.

Considérons par exemple l'argument de Marx concernant la création d'une armée industrielle de réserve³. L'accumulation du capital, à défaut d'importantes innovations technologiques qui réduisent les besoins en main-d'œuvre, nécessite un accroissement de la force de travail. Cela peut se faire de plusieurs façons. La croissance démographique est importante (et la plupart des analystes ont raison de négliger les prévisions de Marx sur ce point). Le capital peut aussi trouver des « réserves latentes » dans la paysannerie ou, par extension, mobiliser la main-d'œuvre bon marché des colonies ou d'autres espaces extérieurs. À défaut, il peut mettre à profit ses capacités d'innovation technologique et d'investissement pour induire du chômage (licenciements économiques), créant ainsi directement une armée de réserve industrielle de travailleurs privés d'emploi. Ce chômage tend à exercer une pression à la baisse sur le taux des salaires, ouvrant par là de nouvelles possibilités de déploiement rentable du capital. Ceci dit, à travers tous ces exemples, le capitalisme requiert effectivement quelque chose « en dehors de lui-même » pour accumuler, même si, dans ce dernier cas, il jette en réalité des travailleurs hors du système à un moment donné pour en disposer à des fins d'accumulation futures. Dans le langage contemporain de la théorie politique postmoderne, nous pourrions dire que le capitalisme crée toujours et nécessairement son propre « autrui ». L'idée qu'une sorte de « dehors » est nécessaire pour stabiliser le

³ K. Marx, *Le Capital*, Livre 1, chap. 25.

capitalisme est donc pertinente. Mais le capitalisme peut soit utiliser un « dehors » préexistant (des formations sociales non capitalistes ou un secteur particulier au sein du capitalisme – comme l'éducation – qui n'a pas encore été prolétarisé) soit le confectionner activement lui-même. Je propose donc de tenir compte sérieusement de cette dialectique « dedans-dehors » dans ce qui va suivre. J'examinerai comment la « relation organique » entre la reproduction élargie d'une part, et les processus souvent violents de dépossession d'autre part, ont structuré la géographie historique du capitalisme. Cela nous aidera à mieux comprendre ce que représente la forme capitaliste de l'impérialisme.

Il est intéressant de voir qu'Arendt avance un argument similaire. Elle soutient que les dépressions des années 1860 et 1870 en Grande-Bretagne ont initié la poussée vers une nouvelle forme d'impérialisme :

L'expansion impérialiste avait été déclenchée par une curieuse forme de crise économique, la surproduction de capitaux et l'apparition d'argent « superflu » résultant d'une épargne excessive qui ne parvenait plus à trouver d'investissement productif à l'intérieur des frontières nationales. Pour la première fois, ce ne fut pas l'investissement du pouvoir qui prépara la voie à l'investissement de l'argent, mais l'exportation du pouvoir qui suivit docilement le chemin de l'argent exporté, puisque des investissements incontrôlables réalisés dans les pays lointains menaçaient de transformer en joueurs de larges couches de la société, de changer l'économie capitaliste toute entière de système de production qu'elle était en système de spéculation financière, et de substituer aux profits tirés de la production des profits tirés des commissions. La décennie précédant l'ère impérialiste, c'est-à-dire les années 1870, connut une

augmentation inouïe d'escroqueries, de scandales financiers et de spéculation sur le marché des valeurs.

Ce scénario paraît vraiment familier au vu de l'expérience des années 1980 et 1990. Mais la description de la réponse de la bourgeoisie proposée par Arendt est encore plus saisissante. Elle se rendit compte « pour la première fois, affirme-t-elle, que le péché originel de pillage pur et simple qui, des siècles auparavant, avait permis 'l'accumulation originelle du capital' (Marx) et amorcé toute l'accumulation à venir, allait finalement devoir se répéter si l'on ne voulait pas voir soudain mourir le moteur de l'accumulation ».⁴

Selon Arendt, les processus que Marx décrivait, à la suite d'Adam Smith, comme l'accumulation « primitive » ou « originelle », représentent une force importante et permanente au cœur de la géographie historique de l'accumulation du capital à l'époque de l'impérialisme. Comme dans le cas de l'offre de travail, le capitalisme a toujours besoin d'un fonds d'actifs en dehors de lui-même s'il veut faire face et se soustraire aux pressions de la suraccumulation. Si des actifs comme un territoire inoccupé ou de nouvelles sources de matières premières ne se trouvent pas à sa portée, le capitalisme doit alors d'une manière ou d'une autre les produire. Marx ne prend cependant pas en compte cette possibilité, sauf dans le cas de la création d'une armée de réserve industrielle

⁴ H. Arendt *Les Origines du totalitarisme*, Paris, Quarto Gallimard, 2002, pp. 384-385 & 402.

par le biais du chômage induit par l'innovation technologique. Il est intéressant de voir pourquoi.

La réticence de Marx

La théorie générale de l'accumulation du capital de Marx est fondée sur certaines hypothèses initiales cruciales, qui correspondent globalement à celles de l'économie politique classique. Ces hypothèses sont les suivantes : des marchés concurrentiels fonctionnant librement dans le cadre d'arrangements institutionnels fondés sur la propriété privée, l'individualisme juridique, la liberté de contracter, ainsi que sur des structures juridiques et de gouvernance appropriées et garanties par un État « facilitateur », qui assure également l'intégrité de l'argent en tant que stock de valeur et moyen de circulation. Le rôle du capitaliste comme producteur et échangeur de biens est déjà bien établi et la force de travail est devenue une marchandise qui se négocie généralement à sa valeur appropriée. L'accumulation « primitive » ou « originelle » est alors terminée et l'accumulation a pris la forme d'une reproduction élargie (dès lors, par l'exploitation du travail vivant dans le processus de production) dans des conditions marquées par « la paix, la propriété et l'égalité ». Ces hypothèses nous permettent de voir ce qui se passera si le projet libéral des économistes classiques ou, de nos jours, le projet néolibéral des économistes, s'accomplit. L'intelligence de la méthode dialectique

de Marx, que Luxemburg reconnaît clairement, c'est de montrer que la libéralisation des marchés – le crédo des libéraux et des néolibéraux – ne produira pas un état harmonieux, dans lequel tout le monde vivra mieux. Au contraire, elle suscitera des niveaux toujours croissants d'inégalité sociale (ce qui a été la tendance globale de ces trente dernières années de néolibéralisme, en particulier dans des pays comme la Grande Bretagne ou les États-Unis, qui ont suivi le plus servilement une telle ligne politique). Comme Marx le prédisait, la libéralisation des marchés produira aussi des déséquilibres sévères et croissants qui culmineront dans des crises chroniques de suraccumulation (du genre de celle à laquelle nous assistons aujourd'hui).

L'inconvénient de ces hypothèses c'est qu'elles renvoient l'accumulation fondée sur la prédation, la fraude et la violence à une « étape originelle », considérée comme dépassée ou, selon Luxemburg, comme « extérieure » au capitalisme en tant que système fermé. Une réévaluation générale du rôle durable et de la persistance des pratiques prédatrices de l'accumulation « primitive » ou « originelle » au sein de la géographie historique longue de l'accumulation du capital est de ce fait absolument nécessaire, comme plusieurs commentateurs l'ont récemment remarqué.⁵ Puisqu'il semble curieux de taxer de « primitif » ou

⁵ M. Perelman, *The Invention of Capitalism : Classical Political Economy and the Secret History of Primitive Accumulation*, Durham, NC, Duke University Press, 2000. On trouvera aussi un débat approfondi dans *The Commoner* www.commoner.org.uk concernant « les nouvelles enclosures » et la question de

d'« originel » un processus toujours en cours, je substituerai désormais ces termes par le concept d'« accumulation par dépossession ».

Accumulation par dépossession

Un examen plus attentif de la description faite par Marx de l'accumulation primitive révèle un large éventail de processus⁶. Ceux-ci comprennent la marchandisation et la privatisation de la terre et l'expulsion par la force des populations paysannes ; la transformation de droits de propriété de différents types (communs, collectifs, étatiques, etc.) en droits de propriété privée exclusifs ; la suppression du libre accès aux communaux ; la marchandisation de la force de travail et la suppression de formes alternatives (indigènes) de production et de consommation ; des processus coloniaux, néocoloniaux et impériaux d'appropriation d'actifs (ressources naturelles comprises) ; la monétarisation de l'échange et de la taxation, en particulier de la terre ; le trafic d'esclaves ; l'usure, la dette publique, et finalement le système de crédit, comme moyens radicaux d'accumulation primitive. L'État, avec son monopole de la violence et des définitions de la légalité, joue un rôle crucial en soutenant et en promouvant ces processus et,

savoir si l'accumulation primitive doit être comprise comme un processus purement historique ou qui se poursuit actuellement. De Angelis <http://www.commoner.org.uk/02deangelis.pdf> en fournit un bon résumé.

⁶ Marx, *Le Capital*, Livre 1, pt. 8.

comme je l'ai montré au chapitre 3, de sérieux indices montrent que la transition au développement capitaliste a été et continue d'être conditionnée de façon déterminante par l'attitude de l'État. La promotion du développement par l'État vient de loin, puisque celui-ci maintient constamment entrelacées les logiques territoriale et capitaliste du pouvoir, même si elles ne concordent pas nécessairement.

Tous les traits de l'accumulation primitive mentionnés par Marx sont restés fortement présents jusqu'à nos jours au cœur de la géographie historique du capitalisme. Le déracinement des populations paysannes et la formation d'un prolétariat sans terre se sont accélérés dans des pays comme le Mexique et l'Inde durant les trois dernières décennies ; de nombreuses ressources telles que l'eau, qui relevaient auparavant de la propriété commune, ont été privatisées (souvent sous la pression de la Banque Mondiale) et soumises à la logique capitaliste d'accumulation ; des formes alternatives de production et de consommation (indigènes et, dans le cas des États-Unis, relevant de la petite production marchande) ont été supprimées. Des industries nationalisées ont été privatisées. L'agriculture familiale a été absorbée par l'agrobusiness. Enfin, l'esclavage n'a pas disparu (en particulier dans le commerce du sexe).

Une réflexion critique de plusieurs années sur la conception marxienne de l'accumulation primitive – qu'il faut évidemment considérer comme une esquisse et non comme une analyse

systematique – met en évidence des lacunes qu’il convient de combler. Le processus de prolétarianisation nécessite par exemple une combinaison de contraintes et d’appropriations de compétences précapitalistes, de relations sociales, de connaissances, de tournures d’esprit et de croyances, au détriment des prolétaires en devenir. Les structures de parenté, l’organisation des familles et des foyers, les relations de genre et d’autorité (exercées y compris par le biais de la religion et de ses institutions), ont toutes un rôle à jouer. Dans certains cas, les structures préexistantes doivent être violemment détruites, parce qu’incompatibles avec le travail sous le capitalisme ; en même temps, de multiples observations suggèrent aujourd’hui qu’elles peuvent aussi être cooptées afin de tenter de forger une base consensuelle, plutôt que coercitive, pour la formation de la classe ouvrière. En bref, l’accumulation primitive implique autant l’appropriation et la cooptation, que la négation et le remplacement de réalisations sociales et culturelles préexistantes. Les conditions de lutte et de formation de la classe ouvrière varient énormément, si bien que l’on peut dire, dans une certaine mesure, comme Thompson et d’autres l’ont souligné, que la classe ouvrière « se fait elle-même », bien que dans des conditions qu’elle ne choisit évidemment jamais.⁷ Il en résulte souvent que des traces de relations sociales précapitalistes subsistent dans la formation de la classe ouvrière, suscitant des différenciations spécifiques, d’ordre géographique, historique et anthropologique, dans la définition

⁷ E. P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise (1963)*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1988.

même de celle-ci. En dépit du caractère universel du processus de prolétarianisation, il ne débouche pas sur la création d'une classe ouvrière homogène.⁸

Certains mécanismes de l'accumulation primitive, sur lesquels Marx insistait, ont été raffinés pour jouer un rôle encore plus important aujourd'hui que par le passé. Comme Lénine, Hilferding et Luxemburg l'avaient tous remarqué au début du vingtième siècle, le système de crédit et le capital financier sont devenus des leviers majeurs de prédation, de fraude et de vol. La vague importante de financiarisation, initiée après 1973, a été tout aussi spectaculaire du point de vue de la spéculation que du pillage. La promotion de produits financiers, les chaînes de Ponzi, la destruction de produits structurés par l'inflation, la liquidation d'actifs par des fusions et acquisitions, ainsi que le développement de niveaux d'endettement qui réduisent des populations entières, même dans les pays capitalistes avancés, au servage pour dette, pour ne rien dire de la fraude financière et de l'expropriation d'actifs (fonds de pension dépouillés par l'effondrement d'actions et d'entreprises) par la manipulation du crédit et des titres – voilà autant de caractéristiques essentielles du capitalisme contemporain.

⁸ Des études ethnographiques contemporaines sur la prolétarianisation, dont plusieurs soulignent l'importance des questions de genre, illustrent très bien une partie de cette diversité. Voir par exemple A. Ong, *Spirits of Resistance and Capitalist Discipline : Factory Women in Malaysia*, Albany, State University of New York Press, 1987 ; C. Freeman, *High Tech and High Heels in the Global Economy*, Durham, NC, Duke University Press, 2000 ; C. K. Lee, *Gender and the South China Miracle : Two Worlds of Factory Women*, Berkeley, University of California Press, 1998.

L'écroulement d'Enron a ainsi dépossédé nombre de personnes de leur gagne-pain et de leur droit à la retraite. Mais, avant tout, il faut considérer les raids menés par les fonds spéculatifs et les autres institutions essentielles du capital financier comme la pierre angulaire de l'accumulation par dépossession dans la période actuelle.

Des mécanismes entièrement nouveaux d'accumulation par dépossession ont aussi vu le jour. L'accent mis sur les droits de propriété intellectuelle dans les négociations de l'OMC (les accords connus sous le nom d'ADPIC) montre comment les brevets et licences sur le matériel génétique, les plasmides et toutes sortes d'autres produits peuvent désormais être utilisés contre des populations entières, dont les pratiques avaient joué un rôle crucial pour leur développement. La biopiraterie est un phénomène rampant et le pillage du stock mondial de ressources génétiques est bien engagé au profit de quelques grandes entreprises pharmaceutiques. De la même façon, l'épuisement croissant des biens communs naturels (la terre, l'air, l'eau) et la multiplication d'écosystèmes dégradés, qui excluent toute alternative aux modes de production agricole intenses en capitaux, découlent de la marchandisation généralisée de la nature sous tous ses aspects. La commercialisation des formes culturelles, des pans d'histoire et de la créativité intellectuelle implique une dépossession en masse (l'industrie musicale est réputée pour s'appropriier et exploiter la culture et la créativité populaires). La privatisation et la soumission

à la logique entrepreneuriale de biens jusqu'ici publics (comme les universités), pour ne pas parler de la vague de privatisations (de l'eau et des services publics de toutes sortes) qui a touché le monde entier, annoncent une nouvelle flambée d'enclosures. Comme par le passé, la puissance publique est souvent mobilisée pour faire passer de telles mesures, même contre la volonté populaire. Le démantèlement des dispositifs de régulation conçus pour s'opposer à la dégradation des conditions de travail et de l'environnement s'est traduit par une perte de droits. La restitution au secteur privé de droits de propriété collectifs, conquis au cours de longues années de dures luttes de classes (le droit à une retraite d'État, à la prévoyance sociale, à un service public de santé), a été l'une des politiques de dépossession les plus flagrantes, menées au nom de l'orthodoxie néolibérale.

Le capitalisme fait siennes des pratiques de cannibales aussi prédatrices que frauduleuses. Mais, comme Luxemburg l'a remarqué de façon convaincante, il est souvent « difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques ».⁹ L'accumulation par dépossession peut se développer de différentes manières et une bonne part de son *modus operandi* est contingente et fortuite.

Mais comment l'accumulation par dépossession contribue-t-elle donc à résoudre le problème de la suraccumulation ? Rappelons

⁹ Rosa Luxemburg, *Œuvres IV...*, p. 117.

que la suraccumulation est une situation où des surplus de capital (combinés parfois à des surplus de travail) restent en friche, sans possibilités d'investissement rentable. Le terme opératoire est ici clairement le surplus de capital. Ce que l'accumulation par dépossession permet, c'est la libération d'un ensemble d'actifs (force de travail comprise) à un coût très réduit (dans certains cas égal à zéro). Le capital suraccumulé peut s'emparer de tels actifs et leur trouver immédiatement un usage rentable. Dans le cas de l'accumulation primitive décrite par Marx, ce processus impliquait d'accaparer la terre, par exemple en la clôturant, et d'en expulser la population résidente pour créer un prolétariat sans terre, injectant ensuite ces biens fonciers dans le courant dominant privatisé de l'accumulation du capital. Ces dernières années, la privatisation (du logement social, des télécommunications, des transports, de l'eau, etc., en Grande-Bretagne, par exemple) a ouvert de vastes champs à l'emprise du capital suraccumulé. L'effondrement de l'URSS et l'ouverture ultérieure de la Chine ont suscité la libération massive d'actifs, jusque ici indisponibles, dans le courant principal de l'accumulation du capital. Que serait-il advenu du capital suraccumulé durant ces trente dernières années si ces nouveaux terrains d'accumulation ne s'étaient pas présentés ? Autrement dit, si le capitalisme a bien été confronté à un problème de suraccumulation chronique depuis 1973, alors le projet néolibéral visant à tout privatiser peut être aisément compris comme une façon de résoudre cette difficulté. Une autre solution consisterait à

injecter des matières premières à bon marché (du pétrole par exemple) dans le système. Les coûts des intrants seraient réduits, ce qui augmenterait les profits. Comme le baron de la presse écrite Rupert Murdoch le remarquait, la solution à nos problèmes économiques actuels serait un pétrole à 20 dollars, plutôt qu'à 30 dollars ou plus le baril. Il n'est donc pas surprenant que tous les journaux appartenant à Murdoch aient été des supporters enthousiastes de la guerre en Irak¹⁰.

Cependant, le même but peut être atteint par la dévalorisation du capital et de la force de travail existants. Les actifs dévalorisés peuvent être achetés à des prix cassés et les profits recyclés de façon rentable dans la circulation du capital par le capital suraccumulé. Mais ceci nécessite une première vague de dévalorisation qui suppose, d'une certaine façon, une crise. Des crises peuvent être orchestrées, gérées et contrôlées afin de rationaliser le système. Les programmes d'austérité administrés par l'État, qui recourent aux leviers clés des taux d'intérêt et du système de crédit ont souvent ce rôle-là. Des crises limitées peuvent être imposées par une force extérieure à un secteur, à un territoire, voire à tout un complexe territorial d'activité capitaliste. C'est ce que le système financier mondial (avec le FMI à sa tête), soutenu par un pouvoir d'État dominant (comme celui des États-Unis), sait faire avec une telle expertise. Il en résulte la création périodique de masses d'actifs dévalorisés et, dans de nombreux cas,

¹⁰ D. Kirkpatrick, « Mr Murdoch's War », *New York Times*, 7 avril 2003, p. C1.

sous-évalués, dans une partie du monde, qui peuvent être mis à profit de façon rentable par les excédents de capital qui n'ont pas trouvé d'opportunités ailleurs. Wade et Veneroso saisissent l'essence de ce mécanisme, lorsqu'ils écrivent, à propos de la crise asiatique de 1997-1998 :

Les crises financières ont toujours provoqué des transferts de propriété et de pouvoir en faveur de ceux qui conservent intacts leurs propres actifs et sont en position de générer du crédit. La crise asiatique n'y fait pas exception... il ne fait aucun doute que les entreprises occidentales et japonaises sont les grandes gagnantes... La combinaison de dévaluations massives avec une libéralisation financière et une reprise économique impulsées par le FMI pourraient même précipiter le plus grand transfert d'actifs de propriétaires nationaux à des étrangers en temps de paix dans le monde, au cours de ces cinquante dernières années, dépassant largement ceux intervenus en Amérique Latine, en faveur de propriétaires US, dans les années 1980, ou au Mexique, après 1994. On se souvient de la déclaration attribuée à Andrew Mellon : « Lors d'une dépression, les actifs reviennent à leurs propriétaires légitimes ».¹¹

Les crises régionales et les dévalorisations très localisées sont l'un des moyens principaux que connaît le capitalisme pour créer continuellement son propre « autre » afin de s'en nourrir. Les crises financières de l'Asie orientale et du Sud-Est de 1997-1998 ont été un exemple classique de ce mécanisme¹². L'analogie avec la

¹¹ R. Wade et F. Veneroso, « The Asian Crisis : The High Debt Model versus the Wall Street-Treasury-IMF Complex », *New Left Review*, 228 (1998), 3-23.

¹² Ibid. D'autres analyses de cette crise sont présentées par Henderson, « Uneven Crises... » ; Johnson, *Blowback...*, chap. 9 ; et dans le numéro spécial de *Historical Materialism*, 8 (2001), « Focus on East Asia after the Crisis », en

création d'une armée industrielle de réserve au moyen de licenciements est exacte. Des actifs de valeur sont rejetés de la circulation et dévalorisés. Ils restent en friche et assoupis jusqu'à ce que le capital excédentaire s'en saisisse afin d'insuffler une nouvelle vie à l'accumulation du capital. Cependant, le danger est que de telles crises ne deviennent incontrôlables en se généralisant, ou que le processus de création de « l'altérité » ne provoque une révolte contre le système qui le génère. L'une des fonctions principales des interventions étatiques et des institutions internationales est d'orchestrer les dévalorisations de façon à permettre au processus d'accumulation par dépossession de se dérouler sans provoquer un effondrement général. C'est l'essence même des programmes d'ajustement structurel administrés par le FMI. Pour les principales puissances capitalistes, comme les États-Unis, cela signifie que ces processus sont dirigés à leur propre avantage, tandis qu'elles proclament leur rôle de leader désintéressé en organisant des « opérations de sauvetage » (comme au Mexique en 1994) afin de maintenir le processus global d'accumulation du capital à flot. Mais comme dans tout jeu spéculatif, il est possible de perdre : en décembre 1998, c'est une panique soudaine et évidente qui s'empare ainsi du Trésor américain et du FMI, après que la Russie, qui n'a plus rien à perdre, se déclare tout simplement en faillite et que l'économie sud-coréenne (après plusieurs mois de dur marchandage) est sur le point

particulier P. Burkett et M. Hart-Landsberg, « Crisis and Recovery in East Asia : The Limits of Capitalist Development », pp. 3-48.

de s'effondrer, et par là de provoquer un possible effet boule de neige à l'échelle globale. Cela illustre combien de tels calculs peuvent frôler les limites du système¹³. Le dosage de la coercition et du consentement dans de tels marchandages varie considérablement. Cependant, nous pouvons voir maintenant plus clairement comment l'hégémonie se construit par le biais de mécanismes financiers qui profitent à la puissance hégémonique, tout en menant les États subalternes sur la voie royale présumée du développement capitaliste. Le cordon ombilical qui relie l'accumulation par dépossession et la reproduction élargie est celui fourni par le capital financier et les institutions de crédit, soutenus comme toujours par les pouvoirs publics.

L'aspect contingent de tout cela

Mais comment mettre en évidence des lois fondamentales derrière les contingences de l'accumulation par dépossession ? Nous savons bien sûr que celle-ci se poursuit continuellement, dans une certaine mesure, et qu'elle peut prendre de nombreuses formes légales et illégales. Considérons par exemple un mécanisme connu sous le nom de *flipping*, qui concerne le marché immobilier aux États-Unis. Une maison en mauvais état est achetée pour presque rien, bénéficie de quelques amendements cosmétiques, avant d'être vendue à un prix exorbitant à une famille à bas revenus qui cherche

¹³ P. Gowan, *The Global Gamble*, en offre une analyse saisissante.

à réaliser son rêve de propriétaire immobilière, grâce à un prêt hypothécaire arrangé par le vendeur. Si cette famille a du mal à tenir ses engagements financiers ou à régler les sérieux problèmes d'entretien qui se déclarent presque à coup sûr, la maison lui est reprise. Cela n'est pas vraiment illégal (avis aux acheteurs !) mais a pour effet de piéger des familles à bas revenus et de les dépouiller du peu d'économies dont elles disposent. C'est de l'accumulation par dépossession. Il y a d'innombrables activités (légal et illégal) de ce type qui affectent le contrôle d'actifs par une classe plutôt que par une autre.

Mais comment, quand et pourquoi l'accumulation par dépossession sort-elle de sa position subalterne pour devenir la forme dominante d'accumulation par rapport à la reproduction élargie ? Cela dépend pour part des modalités et de la périodisation des crises qui se forment dans le processus de reproduction élargie. Mais cela peut aussi découler des efforts de certains entrepreneurs et États volontaristes pour « intégrer le système » et accéder directement aux bénéfices de l'accumulation du capital.

Une formation sociale ou un territoire qui est soumis à la logique du développement capitaliste, ou qui s'y intègre par lui-même, doit subir de profonds changements structurels, institutionnels et juridiques du type de ceux décrits par Marx sous la rubrique de l'accumulation primitive. L'effondrement de l'URSS a posé précisément ce problème. Il a débouché sur un épisode sauvage d'accumulation primitive appelé « thérapie de choc »,

conformément aux recommandations des puissances capitalistes et des institutions internationales. La détresse sociale a été immense, et la distribution d'actifs fortement polarisée qui a résulté de la privatisation et des réformes de marché s'est montrée peu favorable aux formes d'activités d'investissement qui se développent généralement dans le processus de reproduction élargie. Encore plus récemment, en Chine, le tournant vers un capitalisme orchestré par l'État a impliqué des vagues successives d'accumulation primitive. Des entreprises d'État ou de communes/villages jusqu'ici performantes autour de Shanghai (fournissant des pièces détachées aux principales industries de cette mégapole) ont été récemment contraintes à fermer ou privatisées, détruisant ainsi des droits sociaux et à la retraite, tout en générant une énorme réserve de chômeurs et de travailleurs quasiment dépourvus d'actifs. De ce fait, les entreprises chinoises restantes sont devenues infiniment plus compétitives sur les marchés mondiaux, au gré de la dévalorisation et de la destruction de moyens d'existence auparavant viables. Bien que les descriptions en restent lacunaires, ces phénomènes semblent avoir suscité localement un grand désarroi social, ainsi que des épisodes aigus de lutte de classes, parfois même violents, dans les zones les plus touchées.¹⁴

L'accumulation par dépossession peut être interprétée ici comme le prix nécessaire pour réussir son entrée dans le champ du

¹⁴ E. Eckholm, « Where Workers, Too, Rust, Bitternes Boils Over », *New York Times*, 20 mars 2002, p. A4; E. Rosenthal, "Workers' Plight Brings New Militancy to China", *New York Times*, 10 mars 2003, p. A8.

développement capitaliste avec le soutien résolu des pouvoirs publics. Les motivations peuvent émaner de l'intérieur (comme dans le cas de la Chine) ou être imposées de l'extérieur (comme le montre le développement néocolonial des zones travaillant pour l'exportation en Asie du Sud-Est ou les réformes structurelles que l'administration Bush entend maintenant lier aux mesures d'aide publique aux nations pauvres). Dans la plupart des cas, c'est une combinaison de motivations internes et de pressions externes qui pousse à ce type de transformations. Le Mexique, par exemple, a abandonné la protection déjà réduite des populations indigènes et paysannes dans les années quatre-vingt, en partie sous la pression de son voisin du nord qui l'incitait à adopter une politique de privatisation et des pratiques néolibérales en contrepartie d'une assistance financière et de l'ouverture du marché états-unien au commerce mexicain par le biais de l'ALENA. Et même quand les motivations semblent principalement émaner de l'intérieur, les conditions extérieures comptent. La création de l'OMC rend l'entrée de la Chine dans le système capitaliste mondial plus aisée aujourd'hui que dans les années trente, alors que l'autarcie prévalait au sein d'empires fermés, ou même que dans les années soixante, lorsque le système de Bretton Woods, dominé par les États, maintenait les flux de capitaux sous un contrôle plus strict. Les conditions d'après 1973 – en contrepartie à ce que les pressions américaines en faveur de l'ouverture des marchés mondiaux étaient supposées obtenir – ont été bien plus favorables à tout pays ou

complexe régional souhaitant s'insérer dans le système capitaliste mondial. D'où l'ascension rapide de territoires comme Singapour, Taïwan et la Corée du Sud, ainsi que de plusieurs autres pays ou régions en voie d'industrialisation. Cette fenêtre d'opportunités a suscité des vagues de désindustrialisation dans la plus grande partie du monde capitaliste avancé (et même au-delà, comme nous l'avons vu au chapitre 3), en même temps qu'elle a rendu les pays en voie d'industrialisation, comme lors de la crise de 1997-1998, plus vulnérables aux mouvements du capital spéculatif, à la concurrence spatio-temporelle, ainsi qu'à de nouvelles vagues d'accumulation par dépossession. C'est ainsi que la volatilité du capitalisme international s'est confortée et exprimée.

Les dévalorisations infligées au cours des crises sont souvent destructrices du bien-être social et plus généralement des institutions sociales. C'est typiquement le cas, lorsque le système de crédit se contracte, que les liquidités s'assèchent et que les entreprises sont acculées à la banqueroute. Leurs propriétaires n'ont aucun moyen de conserver leurs actifs et sont contraints de les brader à des capitalistes qui disposent des liquidités nécessaires pour les reprendre. Mais les circonstances peuvent largement varier. Les transferts produits par le *Dust Bowl* des années trente et la migration massive des *Okies* vers la Californie (si dramatiquement décrite dans *Les Raisins de la colère*) ont été le précurseur violent d'un processus long et graduel de substitution de l'agriculture familiale des États-Unis par l'*agrobusiness*. Le levier

principal de cette mutation a toujours été le système de crédit, mais l'aspect sans doute le plus intéressant de tout cela, c'est comment un ensemble d'institutions étatiques, créées ostensiblement pour aider à la survie de l'agriculture familiale, a joué un rôle pervers en facilitant la transition qu'il était censé endiguer.

L'accumulation par dépossession est devenue beaucoup plus importante après 1973, en partie pour compenser les problèmes chroniques de suraccumulation au sein de l'accumulation élargie. Le vecteur principal de ce développement a été la financiarisation et l'orchestration, largement sous la houlette des États-Unis, d'un système financier international capable d'imposer des vagues successives de dévalorisation – modérées ou brutales – et d'accumulation par dépossession à certains secteurs, voire même à des territoires entiers. Mais l'ouverture de nouveaux territoires au développement capitaliste et à des formes capitalistes de comportement marchand a aussi joué un rôle, tout comme les phénomènes d'accumulation primitive ayant touché les pays (tels la Corée du Sud, Taïwan et plus encore maintenant la Chine) désireux de participer au capitalisme mondial dans une position d'acteur. Toutes ces évolutions nécessitaient la financiarisation et la libéralisation des échanges, de même qu'une approche radicalement différente de la fonction du pouvoir d'État comme partenaire toujours important du processus d'accumulation par dépossession. La montée de la théorie néolibérale et de sa politique

conjointe de privatisation a symbolisé une bonne partie de ce tournant.

La privatisation : pierre angulaire de l'accumulation par dépossession

Le néolibéralisme en tant que doctrine économique date de la fin des années trente. Radicalement opposé au communisme, au socialisme et à toute forme active d'intervention gouvernementale au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer les dispositifs de propriété privée, les institutions de marché et l'activité entrepreneuriale, il a débuté comme un courant de pensée isolé et largement ignoré, activement façonné au cours des années quarante par des penseurs comme von Hayek, Ludvig von Mises, Milton Friedman et, au moins pour une période, Karl Popper. Il faudra au moins une génération, comme von Hayek l'avait prédit non sans prescience, avant que le néolibéralisme ne devienne le courant dominant. En récoltant les fonds d'entreprises sympathisantes et en fondant des *think tanks* ciblés, le mouvement a produit un flot régulier et croissant d'analyses, d'écrits, de polémiques et de prises de position politiques durant les années soixante et soixante-dix. Mais il était cependant encore considéré comme inconsistant, voire méprisé par les courants dominants de l'économie politique. Ce fut seulement après que la crise générale de suraccumulation devint évidente, au cours des années soixante-dix, que ce mouvement fut

envisagé sérieusement comme une alternative aux modèles de politiques économiques de type keynésien, qui placent l'État au centre de leur conception. Et ce fut Margaret Thatcher, en quête d'inspiration et de conseils après son élection en 1979, à la recherche aussi d'un meilleur concept pour répondre aux problèmes économiques du moment, qui découvrit politiquement ce mouvement et se tourna vers ses groupes de réflexion¹⁵. De concert avec Reagan, elle allait transformer l'orientation globale de l'activité étatique en abandonnant l'État providence pour un soutien actif à des « conditions de l'offre » favorables à l'accumulation du capital. Le FMI et la Banque Mondiale changèrent de politique presque du jour au lendemain et, en l'espace de quelques années, la doctrine néolibérale avait réussi une percée rapide et victorieuse au sein des institutions pour dominer la politique économique, d'abord dans le monde anglo-américain, puis dans la plupart des pays européens et du globe. Dès lors que la privatisation et la libéralisation des marchés faisaient office de mantra du mouvement néolibéral, elles fixèrent comme objectif aux politiques publiques de réaliser un nouveau round de privatisations (« *enclosure of the commons* »). Des actifs détenus par l'État ou par des collectivités ont été remis sur le marché, où le capital suraccumulé pouvait les acheter, les valoriser et spéculer sur leur valeur. De nouveaux champs ont été ouverts à des activités rentables, contribuant à

¹⁵ D. Yergin, J. Stanislaw et D. Tergin, *The Commanding Heights : The Battle Between Government and Market Place that is Remaking the Modern World*, New York, Simon and Schuster, 1999.

répondre au problème de la suraccumulation, au moins pour une période. Une fois enclenché, ce mouvement va encore exercer des pressions insoupçonnées afin de déterminer un nombre croissant de domaines, au plan national ou international, qui puissent faire l'objet de privatisations.

Dans le cas de Thatcher, le vaste stock de logements sociaux a été l'une des premières catégories d'actifs à être privatisées. À première vue, cela prenait l'allure d'un cadeau aux classes défavorisées, qui pouvaient dès lors passer du statut de locataire à celui de propriétaire à un coût relativement bas, prendre le contrôle d'actifs de valeur et accroître leur richesse. Mais une fois ce transfert accompli, la spéculation immobilière a pris le relais, en particulier dans les centres-villes, en soudoyant, en amadouant ou en menaçant les populations à faibles revenus pour qu'elles migrent en périphérie de villes comme Londres, transformant ainsi les anciennes cités ouvrières en quartiers résidentiels privilégiés. La disparition de logements à des prix accessibles a fait croître la population de sans abris et l'anomie sociale dans de nombreux quartiers urbains. En Grande-Bretagne, la privatisation consécutive des services de base (eau, télécoms, électricité, énergie, transports), la vente de toute entreprise publique et la soumission de nombreuses autres institutions (comme les universités) à une logique entrepreneuriale ont entraîné une transformation radicale du modèle dominant de relations sociales et une redistribution croissante des actifs en faveur des classes aisées.

On retrouve le même type de redistribution d'actifs pratiquement partout où des privatisations ont été effectuées. La Banque Mondiale a ainsi considéré l'Afrique du Sud d'après l'apartheid comme une vitrine des gains d'efficacité pouvant être obtenus par les privatisations et la libéralisation des marchés. Elle a promu tant la privatisation de l'eau, que la tarification des services municipaux aux « coûts du marché ». Les consommateurs payaient désormais pour l'eau qu'ils utilisaient, plutôt que de la recevoir comme un service gratuit. En théorie, grâce à l'augmentation de leurs recettes, les services publics devaient réaliser des profits et améliorer leurs prestations. Pourtant, un nombre croissant d'habitants, incapables d'acquitter leurs charges, se sont vus privés de ces services, si bien que les compagnies qui perdaient des revenus ont dû encore augmenter leurs prix, rendant l'eau moins accessible encore aux populations à faibles revenus. L'obligation de chercher d'autres sources d'eau provoqua une épidémie de choléra, responsable de la mort de nombreuses personnes. L'objectif proclamé (de l'eau courante pour tous) ne pouvait pas être atteint compte tenu des moyens mis en œuvre. En Afrique du Sud et ailleurs, les études approfondies menées par McDonald et d'autres ont ainsi montré que « le recouvrement des coûts des services municipaux impose de très durs sacrifices aux familles à faibles revenus, contribuant à de très nombreuses interruptions de services et évictions, et met en

cause la possibilité pour des millions de familles à bas revenus de mener une vie saine et productive »¹⁶.

Cette même logique a soumis l'Argentine à une extraordinaire vague de privatisations (eau, énergie, télécoms, transports), provoquant un afflux massif de capitaux suraccumulés et un boom substantiel de la valeur des actifs, suivis d'un appauvrissement massif (qui touche aujourd'hui plus de la moitié de la population), dès lors que ces capitaux se sont retirés pour s'investir ailleurs. Les droits de la terre au Mexique sont un autre exemple. La constitution de 1917, issue de la révolution mexicaine, protégeait les droits des peuples indigènes et les consacrait dans le système de l'*ejido*, autorisant la propriété et l'usage collectifs de la terre. En 1991, le gouvernement de Salinas a introduit une loi de réforme qui autorisait et encourageait la privatisation des terres des *ejidos*. Le gouvernement dégageait ainsi sa responsabilité du maintien de la sécurité collective des peuples indigènes, puisque l'*ejido* en était la base même. De surcroît, cette mesure n'était qu'un élément parmi un ensemble de privatisations tendant à démanteler de façon générale les protections de la sécurité sociale avec des conséquences dramatiques prévisibles sur la répartition des revenus et des richesses¹⁷. La résistance à la réforme de l'*ejido* a été très massive, et les groupes de paysans les plus mobilisés ont fini par

¹⁶ D. McDonald et J. Pape, *Cost Recovery and the Crisis of Service Delivery in South Africa*, Londres, Zed Books, 2002, p. 162.

¹⁷ J. Nash, *Mayan Visions : The Quest for Autonomy in an Age of Globalization*, New York, Routledge, 2001, pp. 81-84.

soutenir la révolte zapatiste qui s'est déclarée dans le Chiapas, en janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur des accords de l'ALENA (Accord e libre-échange nord-américain). La baisse consécutive des barrières douanières portait un coup supplémentaire aux petits producteurs agricoles qui ne pouvaient concurrencer les importations de maïs et d'autres produits bon marché venant de l'agro-business à forte productivité, mais aussi largement subventionné (jusqu'à 20% de ses coûts), des États-Unis. À deux doigts de la famine, un grand nombre de ces producteurs ont été contraints à quitter leurs terres pour aller grossir celui des chômeurs dans des villes déjà surpeuplées. Des effets similaires sur les populations rurales ont été rapportés dans le monde entier. Favorisées par les règles de l'OMC, les importations de légumes de Californie et de riz à bon marché de Louisiane affectent par exemple aujourd'hui les populations rurales du Japon et de Taïwan. La concurrence étrangère déploie aussi des effets dévastateurs sur la vie rurale de l'Inde. En effet, Arundhati Roy rapporte que « l'économie rurale indienne, qui fait vivre sept cent millions de personnes, subit un étranglement. Les agriculteurs qui produisent trop, tout comme ceux qui ne produisent pas assez, sont plongés dans la détresse, tandis que les travailleurs sans terre se retrouvent au chômage, puisque les grandes exploitations et fermes licencient leurs salariés. Ils s'entassent tous dans les villes à la recherche d'un travail ».¹⁸ En Chine, on estime qu'au moins cinq cents millions de

¹⁸ A. Roy, *Power Politics*, Cambridge, Mass., South End Press, 2001, p. 16.

personnes devront être absorbées par l'urbanisation durant les dix prochaines années si l'on veut prévenir le chaos et la révolte des campagnes. Ce qu'elles pourront faire dans les villes est affaire de conjectures, bien que les vastes projets d'infrastructures physiques projetés devraient, comme nous l'avons vu, permettre d'absorber une partie de la détresse sociale.

Roy en déduit que la privatisation est essentiellement « le transfert d'actifs publics productifs, de l'État aux entreprises privées. Ces actifs productifs comprennent les ressources naturelles : terre, forêts, eau et air. Ce sont des actifs détenus par l'État au nom du peuple qu'il représente... Les lui arracher pour les vendre à des entreprises privées est un processus de dépossession barbare à une échelle sans précédent dans l'histoire ».¹⁹

Il est évident que la révolte zapatiste du Chiapas au Mexique a été largement conditionnée par la défense des droits indigènes, et que la convergence des initiatives visant la privatisation des biens communs, ainsi que la mise en place d'une zone de libre-échange par le biais de l'ALENA ont été les déclencheurs de ce mouvement. Cependant, cela pose la question plus générale de la résistance aux processus d'accumulation par dépossession.

Les luttes à propos de l'accumulation par dépossession

¹⁹ Ibid., p. 43.

L'accumulation primitive, telle que décrite par Marx, impliquait toute une série de luttes violentes et sporadiques. La naissance du capital n'a pas été une affaire pacifique : elle a été écrite dans l'histoire du monde « en lettres de sang et de feu » (Marx). Christopher Hill rapporte en détail dans *The World Turned Upside Down* comment ces luttes ont pris corps dans la Grande-Bretagne du dix-septième siècle, tandis que les assauts du pouvoir privé et de la grande propriété terrienne s'affrontaient de façon répétée à des mouvements populaires aussi nombreux que divers qui rejetaient le capitalisme et la privatisation, aspirant à des formes d'organisation sociales et communales radicalement différentes.²⁰ À notre époque, l'accumulation par dépossession génère des luttes politiques et sociales, de même que de vastes espaces de résistance. Nombre d'entre eux forment ainsi le noyau d'un mouvement anti- ou altermondialiste diversifié, apparemment embryonnaire, mais très étendu. La fermentation des idées alternatives au sein de ces mouvements rappelle celle générée par des perturbations analogues des modes de vie et des relations sociales à d'autres périodes historiques (par exemple, 1640-1680 en Grande Bretagne et 1830-1848 en France). L'accent mis par ces mouvements sur la « défense du bien commun » témoigne pourtant de continuités profondes avec des luttes beaucoup plus anciennes.

Ces confrontations recèlent cependant de sérieuses difficultés d'interprétation et d'analyse. Selon un vieil adage, on ne fait pas

²⁰ C. Hill, *The World Turned Upside Down*, Harmondsworth, Penguin, 1984.

d'omelette sans casser des œufs et la naissance du capitalisme a supposé d'intenses et souvent violentes poussées de destruction créatrice. En dépit d'une violence de classe abjecte, la destruction des relations féodales, la libération d'énergies créatrices, l'ouverture de la société à des courants forts d'innovation technologique et organisationnelle, le remplacement d'un monde tributaire de la superstition et de l'ignorance par un monde fondé sur la connaissance scientifique et capable de libérer l'homme de la pénurie et des besoins matériels ont représenté autant d'aspects positifs. De ce point de vue, on pourrait dire que l'accumulation primitive a été une étape nécessaire, bien qu'effroyable, par laquelle l'ordre social a dû passer pour arriver à un stade où le capitalisme soit envisageable, comme toute alternative socialiste d'ailleurs. Marx (contrairement aux anarchistes comme Reclus et Kropotkine et aux partisans d'un socialisme à la William Morris) n'accorda pratiquement aucune valeur aux formes sociales détruites par l'accumulation primitive. Il ne défendit pas non plus la perpétuation du statu quo, encore moins le retour à des relations sociales et à des formes productives précapitalistes. Il adopta le point de vue selon lequel il y avait quelque chose de progressiste dans le développement capitaliste, et que cela restait vrai de l'impérialisme britannique en Inde (une position qui n'a pas suscité un grand respect au sein des mouvements anti-impérialistes de l'après Deuxième guerre mondiale, comme le montre la réception

glaciale du livre de Bill Warren sur l'impérialisme comme pionnier du capitalisme).²¹

Cette question revêt une importance cruciale pour toute évaluation politique des pratiques impérialistes contemporaines. Tandis que les niveaux d'exploitation de la force de travail dans les pays en voie de développement sont indubitablement élevés et que de nombreux cas de pratiques abusives peuvent être mis en évidence, les comptes-rendus ethnographiques des transformations sociales imposées par les investissements directs étrangers, le développement industriel et les systèmes de production *offshore* dans différentes parties du monde témoignent d'une histoire beaucoup plus complexe. Dans certains cas, la position des femmes, qui fournissent l'essentiel de la force de travail, a changé de façon significative, quand elle ne s'est pas améliorée.

Placés devant le choix entre un travail industriel harassant et le retour à la misère rurale, la plupart des nouveaux prolétaires semblent exprimer une nette préférence pour la première option. Dans d'autres cas, grâce à un rapport de forces de classe suffisant, il leur a été possible de conquérir de réelles améliorations matérielles du niveau de vie et d'accéder à une existence bien supérieure aux conditions dégradées de la vie rurale antérieure. En Indonésie, on peut par exemple se demander aujourd'hui si le

²¹ Concernant la position de Marx sur l'Inde, voir le recueil K. Marx et F. Engels, *On Colonialism*, New York, International Publishers, 1972 ; B. Warren, *Imperialism : Pioneer of Capitalism*, Londres, Verso, 1981.

problème vient plutôt de l'impact de l'industrialisation capitaliste effrénée des années 1980 et 1990 sur les modes de vie, ou de la dévaluation et de la désindustrialisation provoquées par la crise financière de 1997-98, qui a détruit une bonne partie de ce que l'industrialisation avait accompli. Quel est donc le problème le plus sérieux : l'importation et l'enracinement de l'accumulation du capital par la reproduction élargie dans l'économie indonésienne ou la perturbation totale de cette activité par l'accumulation par dépossession ? Bien qu'il soit évidemment avéré que le second est le corollaire logique du premier, et que la prolétarisation très rapide de populations entières (parfois par la violence), puis leur rejet en tant que bras superflus représentent la véritable tragédie, il est aussi plausible que le second pas ait causé beaucoup plus de tort aux espoirs à long terme, aux aspirations et aux opportunités de la masse de la population appauvrie que le premier. Cela implique que l'accumulation primitive qui ouvre un chemin vers la reproduction élargie est une chose, et que l'accumulation par dépossession qui perturbe et détruit le chemin déjà ouvert en est une autre.

Reconnaître que l'accumulation primitive peut être le précurseur nécessaire de changements plus positifs pose toute la question de la politique de dépossession sous le socialisme. Dans la tradition révolutionnaire marxiste/communiste, il a souvent été réputé nécessaire d'organiser l'équivalent d'une accumulation primitive pour mettre en place des programmes de modernisation dans les

pays n'ayant pas été exposés au développement capitaliste. Cela a conduit parfois à des niveaux identiques de violence odieuse, à l'exemple de la collectivisation forcée de l'agriculture en Union Soviétique (l'élimination des koulaks), mais aussi en Chine et en Europe de l'Est. Ces politiques n'ont pas donné de grandes réussites et ont suscité des résistances politiques qui, dans certains cas, ont été impitoyablement écrasées. Partout où elle a été mise en œuvre, cette approche a généré ses propres travers. Les problèmes des sandinistes avec les Indiens Mosquitos de la côte atlantique du Nicaragua, alors qu'ils planifiaient le développement socialiste dans cette région, ont produit un cheval de Troie grâce auquel la CIA a pu monter l'offensive victorieuse de la Contra contre la révolution.

Par conséquent, alors que les luttes contre l'accumulation primitive pouvaient faire croître le mécontentement en faveur des mouvements contestataires, y compris de ceux issus de la paysannerie, le but des politiques socialistes n'était pas de protéger l'ordre ancien, mais d'attaquer directement les relations de classe et les formes de pouvoir étatique qui tentaient de le transformer pour arriver à une configuration totalement différente des relations de classe et du pouvoir étatique. Cette idée était essentielle aux yeux des nombreux mouvements révolutionnaires qui ont ébranlé les pays en voie de développement après la Seconde guerre mondiale. Ils se sont battus contre l'impérialisme capitaliste, mais l'ont fait au nom d'une modernité alternative plutôt qu'en défense de la

tradition. Ce faisant, ils se sont souvent trouvés opposés à – et combattus par – ceux qui cherchaient à protéger, voire à revitaliser les systèmes de production, les normes culturelles et les relations sociales traditionnels.

Les mouvements opposés à l'accumulation par dépossession n'ont pas nécessairement apprécié d'être cooptés par le développementalisme socialiste. La gauche traditionnelle avait de plus en plus de mal à revendiquer une position de leadership, plutôt qu'une domination par la contrainte sur ces mouvements sociaux, en raison des succès mitigés de l'alternative socialiste (les performances initiales de Cuba dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agronomie ont fait référence au début avant de perdre leur attrait par la suite) et du climat de répression orchestré par les politiques de guerre froide.

Ces mouvements ont généralement suivi une orientation politique différente, parfois assez hostile aux politiques socialistes ; dans certains cas, pour des motifs idéologiques, mais dans d'autres, pour des raisons pragmatiques ou organisationnelles liées à la nature même – passée et présente – de ces luttes. Tout d'abord, leur diversité était et demeure tout simplement impressionnante. Il est ainsi difficile d'imaginer des connections entre elles. Les combats du peuple ogoni contre la déprédation de ses terres par la compagnie Shell ; les longues luttes contre les projets de construction de barrages soutenus par la Banque mondiale en Inde et en Amérique latine ; les mouvements paysans contre la

biopiraterie ; les mobilisations contre les OGMs et pour l'authenticité des systèmes de production locaux ; les luttes pour préserver l'accès des populations indigènes aux réserves boisées et pour limiter les activités des compagnies d'exploitation forestières ; les mobilisations politiques contre la privatisation ; les mouvements pour les droits des travailleurs ou des femmes dans les pays en voie de développement ; les campagnes pour protéger la biodiversité et empêcher la destruction des écosystèmes ; les mouvements paysans revendiquant l'accès à la terre ; les mobilisations contre la construction d'aéroports et d'autoroutes ; les centaines – littéralement – de protestations contre les programmes d'austérité imposés par le FMI, etc. Voilà autant de luttes qui participent d'un ensemble volatile de mouvements de contestation qui opère partout dans le monde et qui a de plus en plus attiré l'attention prépondérante des médias depuis les années quatre-vingt.²² Ces mouvements et révoltes ont été souvent réprimés avec une violence extrême, principalement par des forces étatiques agissant au nom de l' « ordre et de la stabilité ». Des États clients disposant d'un soutien militaire ou, dans certains cas, de forces spéciales entraînés par les principaux appareils militaires (menés par les États-Unis, avec la Grande-Bretagne et la France en seconde position) ont joué un rôle de premier plan dans un système de répression et d'assassinats visant à mettre impitoyablement un

²² B. Gills (sous la dir. de), *Globalization and the Politics of Resistance*, New York, Palgrave, 2001, est un excellent recueil reflétant une partie de cette diversité.

terme aux mouvements militants qui défiaient les processus d'accumulation par dépossession.

A ce tableau complexe, il faut encore ajouter la prolifération extraordinaire d'ONGs internationales, en particulier après les années soixante-dix, travaillant pour la plupart sur des questions spécifiques (l'environnement, le statut des femmes, les droits civiques, les droits des travailleurs, l'élimination de la pauvreté et d'autres sujets semblables). Alors que certaines de ces ONGs occidentales sont issues de traditions religieuses et humanistes, d'autres ont été mises sur pied au nom du combat contre la pauvreté, financées par des groupes qui visaient assidument à généraliser les relations marchandes. Il est difficile de ne pas se sentir submergé par la multiplicité et la diversité des enjeux ou l'éventail des objectifs de ces mouvements. Une activiste comme Arundhati Roy conclut ainsi : « Ce qui arrive à notre monde est presque trop colossal pour l'entendement humain. C'est en tous cas une chose terrible, vraiment terrible. Il est impossible tout à la fois d'en contempler l'étendue et le pourtour, de tenter de le définir, d'éprouver et de combattre tous ses aspects. On ne peut lutter contre cela qu'en menant des guerres spécifiques avec des moyens spécifiques ».²³

Ceci dit, ces mouvements ne sont pas simplement désordonnés. Ils présentent souvent des contradictions internes lorsque, par exemple, des populations indigènes revendiquent leurs droits

²³ Roy, *Power Politics...*, p. 86.

ancestraux sur des espaces que les groupes écologistes pensent crucial de fermer pour en protéger la biodiversité, empêchant ainsi la destruction d'écosystèmes. Et en partie à cause des conditions spécifiques qui donnent naissance à de tels mouvements, leur orientation politique et leurs modes d'organisation sont très différents de ceux qui ont convergé au sein du processus de reproduction élargie. L'insurrection zapatiste, par exemple, n'a pas cherché à prendre le pouvoir d'État ou à mener une révolution politique. Elle a plutôt tenté de développer une politique plus inclusive afin de travailler avec l'ensemble de la société civile à une quête plus ouverte et fluide d'alternatives qui prendraient en compte les besoins spécifiques des divers groupes sociaux pour leur permettre ainsi d'améliorer leur sort. Au niveau organisationnel, elle a eu tendance à éviter l'avant-gardisme et à refuser d'assumer la forme d'un parti politique. Elle a préféré plutôt demeurer un mouvement social dans le cadre de l'État, tentant de former un bloc de pouvoir politique dans lequel les cultures indigènes seraient centrales plutôt que marginales. Elle a donc visé à mener à bien une sorte de révolution passive au sein de la logique territoriale du pouvoir, régie par l'appareil d'État mexicain.²⁴

In toto, l'effet de tous ces mouvements a été de reconfigurer le terrain de l'organisation politique, qui a pris ses distances par

²⁴ Nash, *Mayan Visions...* ; A. Morton, « Mexico, Neoliberal Restructuring and the EZLN: A Neo-Gramscian Analysis », in Gills (sous la dir. de), *Globalization...*, pp. 255-79.

rapport aux partis et aux formes d'organisation ouvriers traditionnels, pour aller vers quelque chose tendant à susciter une dynamique politique d'action sociale globalement moins polarisée, qui traverse l'ensemble de la société civile. Ce que ce mouvement a perdu en termes de précision, il l'a gagné en termes de pertinence et d'enracinement dans la dynamique politique de la vie quotidienne. Il a tiré sa force de cet enracinement, même s'il lui a été par là souvent difficile de s'élever au-dessus du local et du particulier pour saisir les enjeux macro-politiques – actuels et passés – du processus d'accumulation par dépossession.

Il serait cependant dangereux de considérer toutes ces luttes contre la dépossession comme « progressistes » par définition ou, pire encore, de les placer sous une bannière prétendument homogénéisante, comme la « multitude » de Hardt et de Negri, supposée se lever mystérieusement pour reprendre possession de la planète.²⁵ Selon moi, c'est ici que réside la véritable difficulté politique. Car, si Marx n'a que partiellement raison lorsqu'il soutient qu'il peut y avoir parfois quelque chose de progressiste dans l'accumulation primitive, que pour faire une omelette il faut bien casser quelques œufs, nous ne pouvons éviter de nous confronter à des choix difficiles. Ce sont à de tels choix que le mouvement anti- ou altermondialiste fait face aujourd'hui et qui menacent de le faire éclater, en dépit de l'espoir dont il est

²⁵ Hardt et Negri, *Empire...*

vraisemblablement porteur pour les luttes anticapitalistes et anti-impérialistes. Voyons plutôt.

Les deux faces de la lutte : anticapitalisme et anti-impérialisme

Le point de vue classique de la gauche marxiste/socialiste était que le prolétariat, défini comme l'ensemble des travailleurs salariés privés d'accès aux – ou de la propriété des – moyens de production, était l'agent clé des changements historiques. La contradiction fondamentale se situait entre le capital et le travail, dans et autour des lieux de production. Les principaux instruments d'organisation dont disposait la classe ouvrière étaient les syndicats et les partis politiques, dont le but était de s'emparer du pouvoir d'État afin de réguler ou de supplanter la domination de la classe capitaliste. L'accent était placé, par conséquent, sur les rapports et les luttes de classes dans le champ de l'accumulation du capital, entendu comme le processus de reproduction élargie. Toutes les autres formes de lutte étaient perçues comme subordonnées, secondaires, voire réputées marginales ou sans importance. Beaucoup de nuances et de variations ont été bien sûr proposées sur ce thème, mais elles tournaient toutes autour de l'idée que le prolétariat était l'unique acteur de la transformation historique. Les luttes menées dans cette perspective ont été extrêmement fructueuses durant la majeure partie du vingtième siècle, en particulier dans les pays capitalistes développés. Certes, des transformations

révolutionnaires ne se sont pas produites, mais la puissance croissante des organisations et des partis ouvriers a conduit à des améliorations considérables du niveau de vie matériel ainsi qu'à l'institutionnalisation d'un large éventail de protections sociales. Les États providences sociaux-démocrates qui se sont affirmés, en particulier en Europe de l'Ouest et en Scandinavie, pouvaient être considérés, en dépit de leurs limites et difficultés intrinsèques, comme des modèles de développement progressiste. Et ils n'auraient pas vu le jour sans des organisations prolétariennes déterminées, agissant dans le cadre du processus de reproduction élargie au sein de l'État nation. Je pense qu'il est important de reconnaître la portée de ce qui a été accompli.

Une telle opiniâtreté a été productive, mais elle s'est affirmée au prix d'innombrables exclusions. Les tentatives d'intégrer, par exemple, des mouvements sociaux urbains aux objectifs de la gauche ont globalement échoué sauf, bien sûr, dans les parties du monde où les mouvements communautaires dominaient. Les idées et les pratiques émanant du lieu de travail et du site de production ont déterminé les enjeux politiques du milieu de vie. Des mouvements sociaux comme le féminisme et l'écologisme sont restés en dehors du périmètre de la gauche traditionnelle. Et la relation entre les luttes intérieures pour le progrès social et les poussées vers l'extérieur caractéristiques de l'impérialisme avait tendance à être ignorée (avec le résultat qu'une bonne partie du mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés est tombée dans

le piège de se comporter comme une aristocratie ouvrière préoccupée par la préservation de ses propres privilèges, grâce à l'impérialisme, si nécessaire). Les luttes contre l'accumulation par dépossession n'étaient investies d'aucune signification. Cette concentration exclusive d'une fraction importante de la gauche d'inspiration marxiste et communiste sur les luttes prolétariennes, à l'exclusion de tout le reste, a été une erreur fatale. En effet, si les deux formes de lutte sont organiquement liées au sein de la géographie historique du capitalisme, la gauche ne privait pas seulement d'une partie de ses forces, mais affaiblissait aussi son potentiel analytique et programmatique en ignorant totalement l'une des faces de cette dualité.

Dans la dynamique prolongée de la lutte des classes qui fait suite à la crise de 1973, les mouvements ouvriers ont partout été réduits à une posture défensive. Tandis que leurs luttes ont connu un développement très inégal (en fonction du potentiel de résistance), la capacité de ces mouvements à infléchir la trajectoire du développement capitaliste mondial a généralement décliné. L'expansion rapide de la production en Asie orientale et du Sud-Est a pris corps dans un monde où, à la seule exception de la Corée du Sud, des mouvements syndicaux indépendants (non corporatistes) étaient soit inexistantes soit vigoureusement réprimés, et où le communisme et le socialisme en tant que mouvements politiques avaient été violemment anéantis (le bain de sang indonésien de 1965 en a été l'exemple le plus brutal, lorsque Suharto a renversé

Sukarno, provoquant la mort de peut-être un million de personnes). Ailleurs aussi, que ce soit en l'Amérique Latine, en Europe ou en Amérique du Nord, la montée en puissance du capital financier, la libéralisation du commerce et la mise au pas des États par les flux transfrontaliers sur un marché des capitaux libéralisé ont rendu les formes traditionnelles d'organisation du travail moins pertinentes et, de ce fait, moins efficaces. Des mouvements révolutionnaires et même réformistes (comme au Chili sous Allende) ont été violemment réprimés par la force militaire.

Pourtant, la difficulté extrême à maintenir la reproduction élargie dans la durée va favoriser de plus en plus le processus d'accumulation par dépossession, tandis que les formes d'organisation développées pour lutter dans le cadre de la première se révèlent peu adéquates à combattre la seconde. En généralisant crûment, les formes d'organisation politique de gauche mises en place durant la période 1945-1973, lorsque la reproduction élargie était en plein essor, se révèlent inappropriées au monde d'après 1973, dès lors que l'accumulation par dépossession a conquis le devant de la scène en tant que contradiction principale au sein de l'organisation impérialiste de l'accumulation du capital.

De là, l'essor d'un nouveau type de politique de résistance, armé en fin de compte d'une autre vision alternative que le socialisme ou le communisme. Cette distinction a été reconnue très tôt, notamment par Samir Amin, en particulier en ce qui concerne les luttes dans ce qu'il désigne comme les zones périphériques du capitalisme :

le développement inégal, immanent à l'expansion capitaliste, a mis à l'ordre du jour de l'histoire un autre type de révolution, celui des peuples (non celui de classes spécifiques) de la périphérie. Cette révolution est anticapitaliste en ce sens qu'elle est contre le développement capitaliste réellement existant, parce qu'il est intolérable pour ces peuples. Mais cela ne signifie pas que ces révolutions anticapitalistes soient socialistes... Par la force des circonstances, elles ont une nature complexe. L'expression de leurs contradictions spécifiques et nouvelles, qui n'avait pas été imaginée dans la perspective classique de la transition socialiste conçue par Marx, donne aux régimes post-capitalistes leur contenu réel, soit celui d'une construction nationale populaire dans laquelle les trois tendances du socialisme, du capitalisme et de l'étatisme se combinent et s'opposent.

Malheureusement, poursuit Amin, beaucoup de mouvements contemporains

se nourrissent de la révolte populaire spontanée contre les conditions inacceptables créées par le capitalisme périphérique ; ils n'ont cependant pas encore réussi à porter en avant la double révolution qui fait coïncider modernité et affranchissement populaire ; par conséquent, leur dimension fondamentale, s'alimentant d'une mythologie rétrograde, continue de s'exprimer dans un langage dans lequel la préoccupation métaphysique domine totalement l'ensemble de la vision sociale.²⁶

Je ne crois pas que l'accumulation par dépossession concerne exclusivement la périphérie, même s'il est certain qu'une partie de ses manifestations les plus cruelles et inhumaines se fait jour dans

²⁶ S. Amin "Social Movements at the Periphery", in P. Wignaraja (sous la dir. de), *New Social Movements in the South : Empowering the People*, Londres, Zed Books, 1993, p. 95. Cet ouvrage collectif contient plusieurs textes qui développent des réflexions pénétrantes sur ces questions.

les régions les plus vulnérables et déçues, du fait du développement géographique inégal.

Ceci dit, des luttes contre la dépossession se déroulent à différents niveaux. Beaucoup sont locales, d'autres régionales et d'autres encore globales, si bien que la maîtrise de l'appareil d'État – l'objectif premier des mouvements socialistes et communistes traditionnels – semble de moins en moins pertinente. Lorsque ce changement de perspective se conjugue avec un sentiment de désillusion croissant vis-à-vis des résultats atteints par le développementalisme socialiste, alors les raisons de chercher une orientation politique alternative semblent plus importantes encore. Comme Amin le fait remarquer, les cibles et les objectifs de ces luttes balayent aussi un vaste spectre, qui est lui-même largement fonction des formes naissantes, fragmentaires et contingentes prises par l'accumulation par dépossession. Destruction de l'environnement, privatisation des services, expulsions des paysans de leurs terres, biopiraterie – chacune de ces formes suscite sa propre dynamique. D'où une tendance à se tourner vers des modalités d'organisation ad hoc plus flexibles qui peuvent être développées au sein de la société civile pour répondre aux besoins de ces mobilisations. Le champ complet de la lutte anticapitaliste, anti-impérialiste et anti-mondialisation a été ainsi reconfiguré et une dynamique politique très différente s'est enclenchée.

De nombreux commentateurs ont taxé de « postmodernes » ces nouveaux mouvements aux qualités particulières. C'est ainsi que la

rébellion zapatiste a été souvent caractérisée. Bien que les descriptions de tels mouvements aient été indubitablement correctes, le terme « postmoderne » est malheureux. Il peut paraître ridicule de chercher querelle sur un mot, mais ses connotations essentielles sont importantes. Pour commencer, une certaine difficulté découle de la périodisation et de la connotation historique inhérentes au préfixe « post ». Comme déjà indiqué, la géographie historique du capitalisme a connu de nombreux épisodes d'accumulation primitive et d'accumulation par dépossession. L'ouvrage d'Eric Wolf, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, étudie de façon comparative l'une des dimensions de ces luttes sans avoir jamais recours au concept de postmodernité. Il est ainsi assez surprenant de voir June Nash, dont les descriptions de l'évolution de la situation au Chiapas fournissent un document probant de nature exemplaire, accepter de taxer le mouvement zapatiste – passé et présent – de « postmoderne », alors qu'il est certainement plus logique de l'envisager dans la continuité d'une longue série de combats du même type des populations indigènes et paysannes, contre la mainmise de l'impérialisme capitaliste et la menace constante de se voir dépossédées de tout actif qu'elles contrôlent par l'action de l'État. Dans le cas des zapatistes, je pense qu'il est particulièrement significatif que la lutte se soit d'abord développée dans les basses terres forestières, où des éléments indigènes déracinés ont bâti une alliance avec des *mestizos* sur la base de leur appauvrissement mutuel et de leur exclusion systématique de tout

bénéfice des activités extractives (en particulier du pétrole et du bois) de la région qu'ils habitaient. Le fait que ce mouvement ait été décrit par la suite comme porté exclusivement par les « peuples indigènes » a sans doute plus à voir avec une tentative de le légitimer par rapport à la clause de la constitution mexicaine qui protège les droits des indigènes qu'avec une description réelle de ses origines.²⁷

Pourtant, de même que le rejet du « lien organique » entre accumulation par dépossession et reproduction élargie a affaibli et limité la vision de la gauche traditionnelle, le recours au concept de lutte postmoderne a le même impact sur les nouveaux mouvements émergents contre l'accumulation par dépossession. L'hostilité entre les deux courants de pensée et les deux styles d'organisation est déjà assez évidente au sein du mouvement altermondialiste. Une aile entière de celui-ci considère la lutte pour le contrôle de l'appareil d'État, non seulement comme hors de propos, mais aussi comme illusoire et faisant diversion. Selon elle, la réponse réside toujours au niveau local.²⁸ De la même manière, elle a tendance à rejeter le mouvement syndical comme une forme organisationnelle fermée, moderniste, réactionnaire et oppressive, qui doit être dépassée par les formes postmodernes du mouvement social, plus

²⁷ E. Wolf, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, New York, HarperCollins, 1969 ; Nash, *Mayan Visions...* ; Morton, "Mexico..."

²⁸ Une version particulièrement nette de cet argument est présentée par C. Hines, *Localization : A Global Manifesto*, Londres, Earthscan, 2000. Voir aussi Wignaraja (sous la dir. de), *New Social Movements...*

fluides et plus ouvertes. Par exemple, les mouvements syndicaux naissants d'Indonésie et de Thaïlande, qui luttent précisément contre les mêmes forces néolibérales oppressives que les zapatistes, bien que dans des circonstances très différentes et en partant d'une base sociale et culturelle très différente, sont exclus. À l'inverse, nombre de socialistes traditionnels considèrent les nouveaux mouvements comme naïfs et autodestructeurs, comme s'il n'y a rien d'intéressant à en apprendre. Les clivages de ce type divisent le mouvement, comme l'ont montré certains débats du récent Forum Social Mondial de Porto Allègre. L'accession au pouvoir du Parti des Travailleurs, qui a évidemment une base « ouvriériste » et cherche à étendre son influence par des moyens associés en partie à la gauche traditionnelle, rend le débat à la fois plus impérieux et plus urgent.

Cependant, ces divergences ne peuvent pas non plus être enfouies sous le concept assez nébuleux de « multitude » en mouvement. Il convient de les discuter autant politiquement qu'analytiquement. Sur ce dernier plan, la formulation de Luxembourg paraît extrêmement utile. L'accumulation du capital a en effet un double caractère. Mais les deux aspects de la reproduction élargie et de l'accumulation par dépossession sont organiquement liés, dialectiquement combinés. Il s'ensuit donc que les luttes dans le champ de la reproduction élargie (auxquelles la gauche traditionnelle accordait tant d'importance) doivent être envisagées dans leur relation dialectique avec les luttes contre l'accumulation

par dépossession, que les mouvements sociaux réunis dans les mouvements anti- ou altermondialistes considèrent comme plus importants. Si nous assistons actuellement à un basculement de priorité de l'accumulation par la reproduction élargie vers l'accumulation par dépossession, et si cette dernière se trouve au cœur des pratiques impérialistes, il s'ensuit donc que la pesée des intérêts au sein du mouvement anti- et alter-mondialiste doit reconnaître l'accumulation par dépossession comme la principale contradiction à prendre en compte. Mais ce faisant, il ne faut jamais ignorer la relation dialectique qu'elle entretient avec les luttes dans le champ de la reproduction élargie.

Mais cela repose un problème : les luttes contre la dépossession ne sont pas toutes également progressistes. Il suffit de considérer le mouvement des miliciens aux États-Unis ou les sentiments anti-immigrés dans certaines enclaves ethniques qui se battent contre les atteintes « étrangères » à ce qu'ils considèrent comme leurs droits à la terre les plus anciens et vénérables. Certains dangers menacent : une politique de la nostalgie par rapport à ce qui a été perdu pourrait prendre le dessus sur la quête des moyens nécessaires pour mieux satisfaire les besoins matériels des populations appauvries et opprimées ; une politique locale exclusive pourrait prévaloir sur le besoin de construire une mondialisation alternative à des niveaux géographiques variés ; le retour à d'anciens modèles de relations sociales et de systèmes de production pourrait être posé comme une

solution à la fuite en avant du monde. Il ne semble pas y avoir de réponses faciles à de telles questions.

Pourtant, il est souvent relativement facile de parvenir à un certain niveau de réconciliation. Considérons par exemple les arguments de Roy contre les investissements massifs pour la construction de barrages dans la vallée de la Narmada en Inde. Roy soutient la fourniture d'électricité bon marché aux populations rurales appauvries. Elle n'est pas une anti-moderniste. Sa ligne d'argumentation contre les barrages est la suivante : a) l'électricité est coûteuse par rapport à d'autres formes d'énergie, alors que les bénéfices agricoles (rarement mesurés) de l'irrigation semblent minimes ; b) le coût écologique paraît énorme (encore une fois, il n'y a pas de tentative sérieuse de prendre en compte, encore moins de mesurer ce coût) ; c) l'énorme masse d'argent injectée dans ce projet profite à une petite élite de conseillers, d'ingénieurs, d'entreprises de construction, de producteurs de turbines, etc. (dont beaucoup sont étrangers, y compris l'ignoble Enron), et pourrait être beaucoup mieux dépensée ailleurs ; d) tous les risques sont encourus par l'État, tandis que les profits des entreprises associées sont garantis ; e) les centaines de milliers de personnes expulsées de leurs terres, privées de leur histoire et de leur gagne-pain, sont majoritairement d'origine indigène ou socialement marginalisées (dalit) ; elles ne perçoivent absolument aucune compensation et ne tirent aucun avantage de ces projets. On ne les a pas consultées ni même informées, et elles ont fini par se retrouver dans leurs

villages, avec de l'eau jusqu'à la taille, lorsque le gouvernement a fait remplir le barrage au cours d'une saison de mousson. Alors qu'il s'agit clairement d'une guerre particulière dans un lieu singulier, qui doit être menée de façon spécifique, son caractère général de classe est assez patent, tout comme l'est le processus « barbare » de dépossession.²⁹ Qu'un nombre aussi important que trente millions de personnes ait été déplacé, en Inde seulement, durant ces cinquante dernières années, en raison de projets de construction de barrages, témoigne tant de l'étendue que de la brutalité du processus. Mais la réconciliation évoquée au début de ce paragraphe dépend de façon cruciale de la reconnaissance du rôle politique fondamental de l'accumulation par dépossession comme pivot de la lutte des classes et de la perception que nous devrions en avoir.

A mon humble avis, les mouvements politiques, s'ils veulent avoir un quelconque impact macro et à long terme, doivent s'élever au-dessus de la nostalgie de ce qui a été perdu et même se montrer prêts à reconnaître les avancées pouvant résulter du transfert d'actifs par le biais de formes limitées de dépossession (par exemple, du fait de réformes agraires ou de nouvelles structures de prise de décision comme le partenariat dans la gestion forestière). Ils doivent également chercher à faire la part des aspects progressistes et régressifs de l'accumulation par dépossession, et viser à orienter les premiers vers un but politique plus général,

²⁹ Roy, *Power Politics...*

ayant une portée plus universelle que les nombreux mouvements locaux qui refusent souvent d'abandonner leur propre particularité. Ce faisant, il faut cependant trouver les moyens de reconnaître l'importance des identifications multiples (fondées sur les appartenances de classe, de sexe, de lieu, de culture, etc.) qui sont à l'œuvre au sein des populations, les traces d'histoire et de traditions qui découlent de la façon dont elles se sont forgées en réponse aux incursions capitalistes, puisqu'elles se considèrent comme des êtres sociaux aux qualités et aspirations distinctes et souvent contradictoires. Autrement, le danger nous guette de répéter les erreurs de Marx, lorsqu'il rend compte de l'accumulation primitive, et de ne pas être en mesure de saisir le potentiel créatif que recèlent ce que certains considèrent avec mépris comme des relations sociales et des systèmes de production « traditionnels » et non capitalistes. D'une certaine façon, tant au niveau théorique que politique, il faut se donner les moyens d'aller au-delà du concept informel de « la multitude » sans tomber dans le piège réducteur de « ma communauté, ma localité, mon groupe social ». Par-dessus tout, le lien entre les luttes au sein de la reproduction élargie et contre l'accumulation par dépossession doit être assidûment cultivé. Heureusement, à ce niveau, le cordon ombilical entre les deux formes de lutte, qui réside dans les dispositifs institutionnels financiers soutenus par les pouvoirs étatiques (tels qu'ils sont incarnés et symbolisés par le FMI et l'OMC), a été clairement perçu. Ces deux organisations sont devenues assez justement la

cible principale des mouvements de protestation. Le cœur du problème politique ayant été identifié aussi clairement, il devrait être possible de construire à partir de là une politique de destruction créatrice plus ambitieuse, opposée au régime dominant de l'impérialisme néolibéral imposé au monde par les puissances capitalistes hégémoniques.

L'impérialisme en tant qu'accumulation par dépossession

Lorsque Joseph Chamberlain a conduit la Grande Bretagne à la guerre des Boers par l'annexion du Witwatersrand, au début du vingtième siècle, il était clair que les ressources d'or et de diamants en étaient la principale motivation. Pourtant, comme nous l'avons vu précédemment, la conversion de la Grande-Bretagne à une logique impérialiste découlait de son incapacité à trouver une quelconque solution interne aux problèmes chroniques de suraccumulation du capital. Cette incapacité était intrinsèquement liée à la structure de classe du pays qui entravait toute utilisation massive des capitaux excédentaires aux fins de réformes sociales et d'investissements d'infrastructure au plan national. La campagne de l'administration Bush pour intervenir militairement au Moyen-Orient doit beaucoup, de la même manière, au besoin de s'assurer un contrôle plus ferme sur les ressources pétrolières du Moyen-Orient. Le besoin d'exercer ce contrôle a progressé régulièrement depuis que le Président Carter a énoncé pour la première fois la

doctrine selon laquelle les États-Unis étaient prêts à utiliser des moyens militaires pour assurer le flux ininterrompu du pétrole moyen-oriental vers l'économie mondiale. Puisque les récessions au sein de l'économie mondiale sont corrélées avec les flambées des prix du pétrole, leur baisse généralisée peut être envisagée comme une tactique pour faire face aux problèmes chroniques de suraccumulation apparus durant les trois dernières décennies. Tout comme cela est arrivé en Grande Bretagne à la fin du dix-neuvième siècle, le blocage des réformes internes et des investissements infrastructurels en raison de la configuration actuelle des intérêts de classe a aussi joué un rôle crucial dans la conversion de la politique états-unienne en faveur d'une orientation de plus en plus ouvertement impérialiste. Il est par conséquent tentant de considérer l'invasion américaine de l'Irak comme le pendant de l'engagement britannique dans la guerre des Boers, les deux marquant le début de la fin de leur hégémonie.

Cependant, les interventions militaires sont la pointe de l'iceberg impérialiste. La puissance de l'État hégémonique est déployée de façon caractéristique pour garantir et promouvoir les dispositifs institutionnels externes et internationaux grâce auxquels les relations asymétriques d'échange peuvent fonctionner ainsi au profit de cette puissance hégémonique. C'est en effet par de telles voies, qu'un tribut est extrait du reste du monde. Le libre-échange et des marchés des capitaux ouverts sont devenus les moyens principaux visant à avantager les puissances monopolistes basées

dans les pays capitalistes avancés, qui dominent déjà le commerce, la production, les services et la finance du monde capitaliste. C'est pourquoi le principal véhicule de l'accumulation par dépossession a été l'ouverture par la contrainte des marchés du monde entier grâce aux pressions institutionnelles exercées par le FMI et l'OMC, confortées par la faculté des États-Unis (et de l'Europe dans une moindre mesure) de dénier l'accès à son vaste marché aux pays qui refusent de démanteler leurs dispositifs protectionnistes.

Rien de tout cela n'aurait cependant acquis une telle importance sans les problèmes récurrents de suraccumulation du capital au sein de la reproduction élargie, qui se combinent à un refus politique de tenter de trouver la moindre solution à ces problèmes par des réformes à l'échelle nationale. L'importance croissante de l'accumulation par dépossession comme moyen d'y remédier, qui s'illustre par la montée d'une politique internationale fondée sur le néolibéralisme et les privatisations, coïncide avec des accès périodiques de dévalorisation prédatrice d'actifs dans telle ou telle partie du monde. Voilà ce qui semble bien être le cœur des pratiques impérialistes contemporaines. En bref, la bourgeoisie états-unienne a redécouvert ce que son homologue britannique avait expérimenté durant les trois dernières décennies du dix-neuvième siècle, et qu'Arendt présente ainsi : « le péché originel de pillage pur et simple qui avait permis (...) 'l'accumulation originelle du capital' (Marx) (...) allait finalement devoir se répéter si l'on ne voulait pas voir soudain mourir le moteur de

l'accumulation ».³⁰ Dans une telle perspective, le « nouvel impérialisme » ne se contente-il pas simplement de revisiter l'ancien, certes dans des conditions géographiques et historiques différentes. Il nous reste encore à évaluer s'il s'agit d'une conceptualisation adéquate des choses.

³⁰ Arendt *Les origines...*, Paris, Quarto Gallimard, 2002, p. 402.